

6 Économie

**Office national de l'emploi (ONE)
À l'heure de la restructuration**



L'ONE a été présenté au ministre Madeleine Berre par ses responsables.



Le ministre de tutelle visitant les différents départements de l'organisme chargé des questions de l'emploi.

AEE
Libreville/Gabon

LA ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail, de la Formation professionnelle, chargée du Dialogue social, Madeleine Berre, s'est rendue dernièrement dans les locaux

de l'Office national de l'emploi (ONE) pour une visite de travail et s'imprégner du fonctionnement de cette entité. Au cours de cette rencontre, la ministre, après avoir effectué le tour du propriétaire accompagnée des responsables de l'ONE, notamment son directeur général Hans Landry Ivala, s'est vu présenter

les réformes engagées par la structure, en vue d'un arrimage aux exigences du moment. Notamment le dispositif ONE Entreprendre, le site internet, mais aussi les plans de réhabilitation et d'extension de cet organisme. " Nous avons constaté, lors de cette visite, la dimension et le niveau de restructuration que nous

devons apporter à l'ONE, c'est-à-dire lui donner des outils, lui créer un espace qui soit en adéquation avec l'ambition que lui nous portons et mieux encadrer les équipes en leur donnant les moyens de mieux animer ce marché. Aujourd'hui, au niveau du gouvernement, l'ONE est considéré un peu comme le lien entre le secteur public et le

secteur privé. C'est donc un outil qui doit servir de manière efficace le secteur privé. Or il me paraît évident, après cette visite, que l'ONE n'a pas les outils. Il a l'ambition de pouvoir répondre de manière qualitative aux exigences données par tous les soutiens financiers ", a indiqué la ministre Berre. Avant

d'ajouter : " Nous aurons certainement un plan d'actions qui va nous permettre de voir dans quelle mesure nous allons pouvoir réhabiliter de manière globale ce bâtiment avec une forte réflexion sur comment nous allons pouvoir identifier les sources de financement qui doivent accompagner cette restructuration. "

**Gestion de la biodiversité/ Atelier d'information et de validation des rapports holistiques
Les aires protégées sont encore fortement tributaires de subventions**

MNN
Libreville/Gabon

C'est l'une des observations faites lors de l'atelier national d'information et de validation des rapports techniques holistiques, organisé par le Pnud cette semaine, en collaboration avec le ministère de la Forêt,



Une séquence de l'ouverture de l'atelier.

LES travaux de l'atelier national d'information et de validation des rapports techniques holistiques, ouverts mardi à Libreville, se sont achevés le lendemain mercredi 31 juillet. Cette rencontre s'inscrit dans le Programme stratégique du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la Conservation de la biodiversité dans le Bassin du Congo (CBSP).

Le FEM a pour objectif principal d'accompagner le Gabon dans la mise en place de capacités, de cadres institutionnels et de mécanismes modèles pour la viabilité financière à long terme de son système d'aires protégées et des écosystèmes associés dans le Bassin du Congo,

dans le cadre d'un partenariat pour la conservation de la Biodiversité. "Nous sommes aujourd'hui réunis pour informer toutes les parties prenantes et faire le point technique sur l'état d'avancement du projet au niveau national, afin de permettre à tous de s'approprier la logique du pro-



Comment trouver des sources de financement durables pour les parcs nationaux issus de la forêt du Bassin du Congo ? Ici, le Parc national de l'Ivindo.

jet pour une contribution optimale à l'atteinte de ses résultats", a déclaré Francis James, le Représentant résident du Pnud. Le Gabon abrite une biodiversité très riche et remarquable, disposant d'espèces endémiques de faune et de flore dont la conservation est au-

jourd'hui élevée au rang de priorité nationale et même sous-régionale. Mais, selon le Pnud, force est de constater que dans presque tous les pays du bassin du Congo, les systèmes d'aires protégées sont encore fortement tributaires de subventions gouvernementales,

fixées à des niveaux bien inférieurs aux besoins de terrain, et souvent irrégulièrement allouées. Aussi, des contraintes législatives, politiques ou institutionnelles empêchent ou, parfois, découragent les efforts visant à développer de nouvelles stratégies pour des financements innovants au niveau national ou même régional. L'agence onusienne ajoute à cela une absence d'infrastructures de base sur certains sites, ce qui réduit considérablement la capacité des systèmes d'aires protégées à retenir du personnel qualifié, afin de mener des opérations de gestion de base visant à consolider la conservation. Enfin, les connaissances techniques des équipes de terrain sont limitées dans le domaine de la planification financière pour la recherche de financements.

CHANGES
COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 02/08/2019

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb: <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	XXXX	XXXX	XXXX	1EUR	655,957
USD	1,1037	1USD=	594,325	1USD=	609,184
CAD	1,4602	1CAD=	449,224	1CAD=	460,455
JPY	120,1800	1JPY=	5,458	100JPY=	5,595
GBP	0,9115	1GBP=	719,646	1GBP=	737,637
CHF	1,0988	1CHF=	596,976	100CHF=	611,90
ZAR	15,9959	1ZAR=	41,008	100ZAR=	42,03
MAD	10,6710	1MAD=	61,471	1MAD=	64,62
CNY	7,6177	1CNY=	86,110	1CNY=	88,26
KES	115,4300	1KES=	5,683	1KES=	5,82

INDICES BOURSIERS

	en date du	
CAC	02/08/2019	5 526,96
DOW JONES	02/08/2019	26 934,42

BRENT (IPE)US Dollars/Baril
02 Août 2019 : 63,59